

*Note d'analyse n° 2*  
*Guatemala : l'émulation régionale est-elle possible ?*

Novembre 2015

**Kevin Parthenay**  
Sciences Po, CERI, OPALC

Le Jeudi 3 septembre 2015 restera marqué d'une pierre blanche au Guatemala. La démission du Président démocratiquement élu, Otto Perez Molina, ouvre une nouvelle ère pour ce petit État du nord de l'Amérique centrale. Accusé d'être à la tête du réseau mafieux *La Línea*, Otto Perez Molina faisait face depuis le mois d'avril à un mouvement citoyen de grande ampleur qui réclamait son départ ainsi que la fin de l'impunité dans le pays<sup>1</sup>. Cette mobilisation historique compte tenu de la culture politique violente au niveau national, que certains ont comparé au « printemps arabe » ou au mouvement des « indignés »<sup>2</sup>, marque un véritable tournant pour le Guatemala mais semble-t-il également pour la région. Dans cette perspective, l'émulation est-elle possible ? Comment les autres Etats de la région ont-ils réagi face à ce soulèvement citoyen massif contre la corruption et l'impunité ?

Devant cette crise politique et institutionnelle au Guatemala, aucune déclaration officielle n'a été émise par les Etats voisins de l'isthme centraméricain, hormis concernant le bon déroulement des élections présidentielle du dimanche 6 septembre<sup>3</sup>. Cela symbolise-t-il un isolement du Guatemala ? Isolement non, crainte oui. De fait, la majorité des Etats de l'isthme sont pleinement concernés par ce problème endémique de la corruption. Selon le rapport 2013 de l'organisation *Transparency International*, la perception de la corruption est élevée dans les pays centraméricains certains pays se trouvant moins bien classés que le Guatemala (123<sup>ème</sup>) lui-même, notamment le Nicaragua (127<sup>ème</sup>) et le Honduras<sup>4</sup>. Mieux classés, le Costa Rica (49<sup>ème</sup>), El Salvador (83<sup>ème</sup>) et Panama (102<sup>ème</sup>) ne sont cependant pas épargnés par ce phénomène. Dans cette perspective, le silence des Etats centraméricains

---

<sup>1</sup> “La Guatemala profunda tomó la Plaza”, Plaza Publica, 28/08/2015, <http://www.plazapublica.com.gt/content/la-guatemala-profunda-tomo-la-plaza>, (16/11/2015).

<sup>2</sup> “Guatemaltecos indignados por corrupcion inspiran a otros países”, 2/09/2015, <http://www.prensalibre.com/guatemala/politica/guatemaltecos-indignados-por-corrupcion-inspiran-a-otros-paises> (16/11/2015).

<sup>3</sup> Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, [http://www.rree.gob.sv/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=5352:el-salvador-felicita-al-pueblo-guatemalteco-por-celebracion-de-comicios-presidenciales&Itemid=1489](http://www.rree.gob.sv/index.php?option=com_k2&view=item&id=5352:el-salvador-felicita-al-pueblo-guatemalteco-por-celebracion-de-comicios-presidenciales&Itemid=1489) (16/11/2015).

<sup>4</sup> Transparency International, Corruption Perceptions Index 2013, <https://www.transparency.org/cpi2013/results>, (16/11/2015).

vis-à-vis de la situation guatémaltèque est lourd de sens, chacun mesurant le risque d'émulation.

Dans quelle mesure, cependant, ce risque d'émulation est-il avéré ? Au Honduras, des manifestations accusent déjà le Président élu Juan Orlando Hernandez (2013 – mandat en cours) de corruption et réclament son départ (« Fuera JOH, fuera JOH » est le mot d'ordre des manifestants de juin 2015<sup>5</sup>). Des manifestations ont également eu lieu au Salvador en réaction aux actes de corruption de l'ancien Président Francisco Flores<sup>6</sup>. Qui plus est, certains militants guatémaltèques ont tenté de partager leur expérience au sein de ces deux Etats<sup>7</sup>. Malgré quelques épisodes contestataires, aucun mouvement citoyen de plus grande ampleur n'a émergé.

### **Le risque d'émulation**

Comme l'écrit Olivier Dabène pour décrire le phénomène de contagion autoritaire des années 1960 en Amérique latine, « la contagion ne suppose pas une complète homologie » mais une synchronisation des conjonctures<sup>8</sup>. C'est sous cet angle que peut être appréhendée la question de l'émulation centraméricaine du mouvement citoyen guatémaltèque.

Si le mouvement citoyen guatémaltèque s'est formé en réaction à des actes de corruption précisément identifiés, il a – par la suite - plus largement eu pour objectif de mettre un terme à l'impunité et la corruption dans le pays. De là l'un des principaux mots d'ordre utilisés sur les réseaux sociaux : « #JusticiaYa »<sup>9</sup>. A cet égard, aucun Etat de la région n'est épargné par ce phénomène. La question de l'impunité et de la corruption se trouve même au sommet de l'agenda politique centraméricain comme le montrent les nombreuses accusations d'anciens chefs d'Etat. Sur les trente deux chefs d'Etat qu'ont connus les six pays de la région entre 1990 et 2010, treize ont été amenés devant la justice pour activités irrégulières ou actes de corruption. Au Salvador, Francisco Flores (1999-2004) fut accusé d'enrichissement illicite. Au Nicaragua, l'ancien Président Arnoldo Aleman Lacayo (1997-2002) fut condamné à vingt ans de prison pour blanchiment d'argent et détournement de fonds publics. Rafael Leonardo Callejas, ancien Président du Honduras (1990-1994), a également été accusé d'abus d'autorité et malversations financières. Deux anciens Présidents costariciens, Rafael Ángel Calderón Fournier (1990-1994) et Miguel Ángel

---

<sup>5</sup> « Miles de "indignados" en Honduras salieron a las calles para pedir la renuncia del presidente », Infobae, 5/06/2015, <http://www.infobae.com/2015/06/05/1733553-miles-indignados-honduras-salieron-las-calles-pedir-la-renuncia-del-presidente> (16/11/2015).

<sup>6</sup> « Francisco Flores, el primer expresidente con petición de captura por corrupción », El Faro, 30 avril 2014, <http://www.elfaro.net/es/201404/noticias/15326/> (16/11/2015).

<sup>7</sup> *Indignados de Guatemala buscan inspirar a Centroamérica*, La Prensa, 2/09/2015, <http://www.laprensa.hn/mundo/875482-410/indignados-de-guatemala-buscan-inspirar-a-centroam%C3%A9rica> (16/11/2015).

<sup>8</sup> Dabène Olivier, *La région Amérique latine*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 1997, p.116

<sup>9</sup> Sur les réseaux sociaux : <https://www.facebook.com/justiciaygt/>

Rodríguez Echeverría (1998-2002), ont été incarcérés pour activités illicites<sup>10</sup> et l'ancien Président panaméen, Ricardo Martinelli (2009-2014), fait actuellement l'objet de six examens par la Cour Suprême de son pays<sup>11</sup>. Si ce n'est d'un point de vue temporel, on a bien une synchronisation des conjonctures et problématiques politiques posées aux régimes politiques de la région.

Au Guatemala, l'émergence du mouvement s'est inscrite dans une phase de forte politisation nourrie par un mécontentement prononcé vis-à-vis de la gestion du gouvernement d'Otto Perez Molina ainsi qu'une lassitude des citoyens devant l'annulation du procès de Rios Montt, accusé de génocide durant sa Présidence (1982-1983)<sup>12</sup>, et l'expression d'une violence toujours plus forte dans le pays. On observe là encore une synchronisation des dynamiques d'élévation de la politisation. Au Honduras, le coup d'Etat orchestré en juin-juillet 2009 contre le Président élu Manuel Zelaya (2006-2009) a non seulement constitué une attaque contre la démocratie mais a également indirectement provoqué une restructuration de l'échiquier politique en mettant fin à cent ans de bipartisme. Au Salvador, la crise institutionnelle de juillet 2011<sup>13</sup> a favorisé de la même manière une élévation de la politisation tout comme les scandales touchant l'ancien Président Francisco Flores. A la différence du Costa Rica, Nicaragua et Panama, ce sont dans ces trois pays du « Triangle Nord » (Guatemala, Honduras, El Salvador) que le climat d'insécurité découlant de la criminalité organisée ainsi que la forte politisation constitue le contexte le plus favorable à une possible émulation. Dans ces trois pays, la violence est qui plus est un enjeu régional qui favorise le recul de la légitimité et de la confiance envers l'action de l'Etat.

Au-delà de cette conjoncture politico-institutionnelle, le travail de la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala (CICIG), agence onusienne créé en 2007 avec pour but d'appuyer le Ministère Public, a incontestablement été un vecteur du déclenchement du mouvement citoyen. La mise à jour du réseau mafieux *La Línea*, a précipité la chute des plus hautes autorités de l'Etat du Guatemala (la Vice-présidente Roxana Baldetti et le Président Otto Perez Molina). Une telle Commission peut-elle voir le jour au Honduras ou au Salvador ?

---

<sup>10</sup> "Centroamérica :una fabrica de Presidentes bajo sospecha", El Pais, 14/05/2014, [http://internacional.elpais.com/internacional/2014/05/14/actualidad/1400026568\\_635010.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2014/05/14/actualidad/1400026568_635010.html) (16/11/2015).

<sup>11</sup>"Ricardo Martinelli, acusado de corrupción, dice que regresará a Panamá en 'el momento adecuado", La Nacion, 4/11/2015, [http://www.nacion.com/mundo/centroamerica/Ricardo-Martinelli-corrupcion-regresara-Panama\\_0\\_1522247859.html](http://www.nacion.com/mundo/centroamerica/Ricardo-Martinelli-corrupcion-regresara-Panama_0_1522247859.html) (16/11/2015).

<sup>12</sup> Rios Montt: un procès qui divise le Guatemala, Le Huffington Post, 31/05/2013, [http://www.huffingtonpost.fr/kevin-parthenay/proces-rios-montt\\_b\\_3364472.html](http://www.huffingtonpost.fr/kevin-parthenay/proces-rios-montt_b_3364472.html) (16/11/2015).

<sup>13</sup> Crisis institucional en El Salvador: Antecedentes, actores y efectos políticos, 11/04/2013, [http://fusades.org/sites/default/files/investigaciones/boletn\\_no.\\_11\\_abril\\_20130.pdf](http://fusades.org/sites/default/files/investigaciones/boletn_no._11_abril_20130.pdf) (16/11/2015).

Le mandat initial de la CICIG consiste à « appuyer le Ministère Public, la Police Nationale Civile et d'autres institutions de l'Etat autant dans l'enquête concernant des délits commis par des membres des forces légales et clandestines de sécurité que dans les actions qui tendent à démanteler ces groupes »<sup>14</sup>. Aussi, comme le souligne Ivan Velázquez dans un entretien accordé à El Faro (El Salvador), une Commission comme la CICIG peut avoir une utilité dans tous les pays qui ont un « système judiciaire dépendant, peu indépendant ou faible » (El Faro 9/11/2015)<sup>15</sup>. Qu'en est-il ?

Contrairement au reste de l'appareil étatique, le Salvador est, avec le Costa Rica, le pays qui connaît l'une des meilleures pénétrations territoriales de la justice, possédant une moyenne par province de cinq défenseurs publics pour 100 000 habitants<sup>16</sup>. Cette moyenne pour le Guatemala n'est seulement que de un. D'autre part, si l'efficacité des tribunaux de première instance à rendre la justice constitue un problème pour l'Amérique centrale dans son ensemble, comme le souligne le rapport *Estado de la Región* (2011), c'est au Guatemala et au Honduras que l'on rencontre les problèmes d'efficacité judiciaire les plus sérieux<sup>17</sup>. Pour ces deux pays, la moyenne du traitement des cas présentés devant le Tribunal de première instance est inférieure à 50%. Malgré une forte pénétration territoriale de la justice, le Salvador se situe en matière d'efficacité de la justice à un niveau intermédiaire, plus précisément efficace en droit du travail et civil et très peu efficace en matière familiale et pénale<sup>18</sup>.

Enfin, pour évaluer la possibilité d'une émulation, il est nécessaire d'observer que pour le Salvador l'alternance historique de 2009, qui a vu l'arrivée au pouvoir du Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional (FMLN) après vingt années de pouvoir de la droite conservatrice (ARENA), a favorisé non seulement une oxygénation de la classe politique mais également une oxygénation dans la structure administrative de l'Etat, cassant ainsi certains réseaux de clientèle ou limitant le risque d'un approfondissement des dérives néo-patrimoniales. Ces réalités demeurent en revanche bien présentes au Honduras qui, malgré une ouverture de façade de l'échiquier électoral, est bloqué dans le verrou d'une structure oligarchique omnipotente. L'impunité continue de faire loi au Honduras comme le prouvent les exactions commises et non sanctionnées des forces de police nouvellement créées (FUSINA, TIGRES), ou la faible capacité du Ministère Public hondurien à juger les crimes commis dans le pays (un taux de 20% depuis 2009 alors que le pays possède depuis cette même date le taux d'homicide le plus élevé au monde)<sup>19</sup>.

---

<sup>14</sup> CICIG, <http://www.cicig.org/index.php?page=mandato> (16/11/2015)

<sup>15</sup> CICIG [http://www.cicig.org/index.php?page=NOT\\_112\\_20151109](http://www.cicig.org/index.php?page=NOT_112_20151109) (16/11/2015)

<sup>16</sup> Estado de la Nación (2011), *Informe del Estado de la Región*, 2011, San José : Informe del Estado de la Nación: p. 396.

<sup>17</sup> Estado de la Nación (2011), *Informe del Estado de la Región*, 2011, San José : Informe del Estado de la Nación: p. 396.

<sup>18</sup> Estado de la Nación (2011), *Informe del Estado de la Región*, 2011, San José : Informe del Estado de la Nación: p. 398-400.

<sup>19</sup> Amnesty International, « Annual Report : Honduras 2013 », 23/05/2013, <http://www.amnestyusa.org/research/reports/annual-report-honduras-2013> (16/11/2015).

Ainsi, s'il y a bien un risque d'émulation du mouvement citoyen guatémaltèque, il semble se limiter au seul voisin hondurien. A cet égard, les manifestations massives survenues en juin 2015 pour protester contre le financement illégal de la campagne du Président Juan Orlando Hernandez ou en septembre au lendemain de l'incarcération du Président Otto Perez Molina en sont l'expression directe. Toutefois, de nombreuses étapes restent à franchir du fait des faiblesses institutionnelles de l'Etat hondurien et de ses capacités à opérer sa propre mue.